

Quel rôle peut jouer Moscou dans les tensions entre l'Égypte et l'Éthiopie ?

C'est dans un contexte de tensions entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie à propos du barrage de la Renaissance que Sergueï Lavrov entamait une visite officielle au Caire la semaine dernière. De toute évidence, Sissi souhaiterait que Moscou joue les bons offices dans le conflit qui l'oppose à Addis-Abeba. La Russie peut-elle véritablement faire office de juge de paix sur ce dossier ?

L'édito de Roland Lombardi.

Lorsqu'en juillet 2013, Abdel Fattah al-Sissi a chassé du pouvoir les Frères musulmans, les Européens ont poussé des cris d'orfraie et Barack Obama a suspendu pour un temps son aide militaire à l'Égypte pour atteinte à la démocratie et aux Droits de l'homme. La Russie, de son côté a été le seul État - avec Israël - à reconnaître immédiatement la nouvelle autorité égyptienne.

Depuis, les relations entre Moscou et Le Caire n'ont cessé de se consolider, surpassant même celles de la grande époque de la coopération soviéto-égyptienne sous Nasser et Sadate avant 1973 et le rapprochement de ce dernier avec les États-Unis.

Comme je le rappelle dans mon ouvrage *Poutine d'Arabie*^[1], la Russie est devenue aujourd'hui un partenaire privilégié et incontournable de l'Égypte. Véritables alliés stratégiques sur de nombreux dossiers sensibles de la région comme en Libye ou dans la lutte contre le terrorisme et l'islam politique des Frères musulmans, les deux pays ont conclu de nombreux accords militaires et de défense historiques. D'importants exercices militaires communs ont eu lieu dans le désert égyptien ainsi que des manœuvres navales conjointes. Le Caire a acquis en 2018 20 avions de combat russes de type Su-35 Flanker E, pour un montant de deux milliards de dollars.

La coopération civile n'est pas en reste, loin de là. La Russie contrôle ainsi près de 80 % de l'approvisionnement en blé de l'Égypte. La société russe Rosatom a signé un accord en 2015 avec Le Caire, prévoyant la fourniture de quatre réacteurs nucléaires.

Quant au tourisme, mis en parenthèse depuis l'attentat au-dessus du Sinaï en 2015 qui avait coûté la vie à 224 touristes russes, il est sur le point d'être relancé puisque Moscou envisage de rouvrir prochainement des lignes directes vers le pays des pyramides.

Enfin, le projet d'une base militaire russe en Égypte évoqué depuis 2016 et mis jusqu'ici en suspens pour ne pas froisser Donald Trump, pourrait toutefois être rapidement réactualisé au vu de l'hostilité de la nouvelle administration Biden envers Sissi...

Le barrage de la discorde

Le barrage éthiopien de la Renaissance, une méga-retenue d'eau sur le Nil, est le sujet d'une grande inquiétude pour les Égyptiens. En effet, l'Égypte est dépendante à 98% du Nil pour sa propre consommation, et ce futur grand barrage d'Afrique fait donc craindre de fortes diminutions des débits d'eau pour Le Caire et Khartoum. Car l'ouvrage bloquera les eaux du Nil bleu, principal affluent du fleuve. Or, Addis-Abeba estime que ce projet est indispensable à son développement économique et à sa consommation électrique. Comme le rappelle fort justement notre confrère Tigrane Yegavian dans un récent entretien[2], *« C'est une vraie bombe géopolitique pour l'ensemble de la région. Passant le cap des 100 millions d'habitants il y a quelques années, l'Égypte risque de se retrouver dans une situation de stress hydrique. D'un point de vue égyptien, c'est une crise existentielle »*.

Jusqu'ici toutes les négociations ont échoué comme la dernière, le 6 avril, en République démocratique du Congo.

Sissi montre ses muscles et menace. Il cherche toutefois des soutiens afin de faire pression sur les autorités éthiopiennes. Dernièrement, l'Égypte a conclu un accord sur le partage de renseignements militaires avec l'Ouganda. Mais n'ayant plus la protection et la bienveillance de son « ami » Trump, c'est d'une grande puissance que le président égyptien a besoin pour véritablement peser dans les discussions. C'est pourquoi Le Caire se tourne vers Moscou. Si les dossiers palestinien, syrien et libyen ont été abordés lors de la visite de Lavrov la semaine dernière, le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Shoukry n'a pas manqué d'évoquer pendant la conférence de presse commune les tensions à propos du Nil : *« l'Égypte compte sur la capacité de la Russie pour faire pression contre les mesures unilatérales de l'Éthiopie dans le dossier du barrage de la Renaissance »*.

Quelle marge de manœuvre pour la Russie ?

Le chef de la diplomatie russe a alors rappelé prudemment que les différends devaient être réglés par la voie de la négociation entre l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan. Tigrane Yegavian, souligne à juste titre que *« la Russie n'a pas vocation à prendre parti dans ce conflit. Fidèle à sa diplomatie pragmatique et réaliste, elle entretient également de*

bonnes relations avec Addis-Abeba. La Russie est dans une logique de facilitatrice des négociations, de médiation, comme sur d'autres dossiers régionaux ».

La Russie a l'avantage d'avoir confirmé ces dernières années sa présence et son influence en Afrique et particulièrement dans la Corne africaine. Avec l'Éthiopie, les liens sont anciens notamment depuis l'époque soviétique. Plus de 24.000 étudiants avaient suivi un cursus universitaire en URSS. Aujourd'hui, Moscou développe sa coopération avec l'Éthiopie dans le domaine de l'armement, des hydrocarbures, de l'éducation, de la science et des technologies. Les deux pays ont d'ailleurs signé en 2019 un accord de coopération sur le nucléaire civil.

Rappelons également que le Kremlin a signé en décembre dernier, un accord avec le Soudan permettant la création d'une base navale russe en mer Rouge pour le ravitaillement de sa flotte...

La Chine serait-elle une autre potentielle médiatrice ?

On ne sait pas encore comment la Russie pourrait faire entendre raison à l'Éthiopie. Quoi qu'il en soit, nous pouvons noter le silence de Washington sur ce dossier. Le nouveau président américain paraît pour l'instant plus préoccupé par déconstruire - pour des raisons idéologiques - la politique de son prédécesseur dans la région, notamment en manifestant toute son hostilité envers ses anciens alliés saoudiens, émiratis et même égyptiens[3]. A propos de Sissi, le candidat Biden avait d'ailleurs tweeté « *No more blank checks for Trump's 'favorite dictator'* », (Finis les chèques en blanc pour le « dictateur préféré » de Trump) !

Par ailleurs, Addis-Abeba a déjà rejeté une proposition de médiation d'un Quatuor présentée par Khartoum, et soutenue par Le Caire, qui comprend les Nations Unies, les États-Unis, l'Union européenne et l'Union africaine.

En définitive, une autre nation qui n'a absolument pas besoin d'une déstabilisation de la région, pourrait venir s'inviter avec toute sa puissance financière, comme soutien à l'Égypte et à la Russie dans les futures négociations avec la capitale éthiopienne. Il s'agit bien évidemment de la Chine dont l'une des fameuses routes de la soie passe par la mer Rouge. Pékin possède en effet sa première base militaire outre-mer à Djibouti et investit massivement en Égypte mais aussi en Éthiopie, second pays le plus peuplé d'Afrique, derrière le Nigéria